



NOUVEAUX REGARDS SUR L'ASIE

Une perspective nouvelle sur l'Asie et la diversité de ses enjeux et de ses cultures,
mêlant regards d'experts et d'acteurs de haut niveau.

SOMMAIRE

p.4 **Guimet - un musée des arts
asiatiques en harmonie
avec son siècle**

Entretien avec Yannick Lintz,
présidente du Musée Guimet

p.11 **Contributions de
l'Occident aux rattrapages
scientifiques et
technologiques de la Chine**

Par Marie-Pierre Van Hoecke,
ancienne directrice du Bureau du CNRS
à Pékin

p.14 **Le Japon est-il
Asiatique?**

Par Yo-Jung CHEN,
ancien diplomate

p.17 **A la une - Avril**

POUR S'ABONNER

Ecrire à

contact@fondationfranceasie.org



FONDATION FRANCE-ASIE Fonds de préfiguration

ÉDITORIAL

par Jean-Raphaël Peytregnet

Directeur de la rédaction, diplomate français

Conformément à l'esprit de notre publication dont le premier numéro est paru en avril dernier, nous nous proposons pour cette nouvelle édition mensuelle de vous faire découvrir d'autres aspects des pays d'Asie au travers d'abord d'une interview qui nous a été accordée par la présidente du *Musée national des Arts asiatiques – Guimet*, Madame Yannick Lintz. Ancienne conservatrice en chef du Département des Arts de l'Islam au Musée du Louvre (2012-2022), Yannick Lintz a été nommée en novembre 2022 par le président de la République à la tête du plus grand musée d'arts asiatiques d'Europe. Afin d'en faire comme le disait à sa manière André Malraux, ce fin connaisseur des arts et cultures d'Asie, au sujet d'un autre projet muséal qui lui tenait à cœur : « *un lieu ouvert à tous les publics ; un lieu de joie, d'étonnement, de découverte et d'éblouissement* ».

C'est ce que l'on constate dès que l'on entre dans ce musée créé à la fin du XIXe siècle par le riche industriel et collectionneur Émile Guimet. L'idée première de sa présidente était en effet, pour reprendre ses propres mots, d'ouvrir cet espace culturel le plus largement possible à toutes sortes de publics, de tous les âges et de toutes les nationalités. Elle y est parvenue puisque Guimet a enregistré un bond spectaculaire dans sa fréquentation, franchissant le cap des 250 000 entrées pour la seule année 2023, soit une augmentation des visiteurs



atteignant près du double de celle de l'année précédente ! Guimet est ainsi devenu ce que souhaitait à l'origine son créateur, un musée qui pense, qui parle et qui vit, grâce à une nouvelle scénographie originale mettant en valeur les objets présentés.

Outre les riches expositions d'art asiatique qu'elle-même et son équipe nous donnent à découvrir, Mme Lintz s'est aussi fixé l'objectif de conférer à Guimet un rôle d'ambassadeur en entretenant un dialogue avec les pays d'Asie, au travers de nombreux partenariats collaboratifs déjà engagés avec le Cambodge, la Chine et l'Inde, et bientôt avec le Japon et la Corée. Notre interlocutrice nous parle dans cette interview de quelques cas concrets de coopération qu'entretient Guimet avec d'autres musées situés en Asie du Sud-Est et orientale.

Dans ce monde devenu par trop matérialiste dans lequel nous vivons, le musée se projette même déjà à l'horizon 2030 avec la volonté de faire de celui-ci un espace profondément transformé et agrandi où se côtoieront à la fois les arts asiatiques représentés dans leur globalité et, dans le même temps, divers objets culturels et religieux des pays d'Asie.

Ces expositions à venir nous renverront à la fonction première que souhaitait accorder à ce lieu Émile Guimet à ses débuts dans un esprit de tolérance : un musée des religions suscitant la curiosité tout en répondant aux interrogations des visiteurs à l'égard d'autres cultures et civilisations que la nôtre. Il s'agira aussi d'en faire un grand centre de recherche et de ressources en facilitant l'accès aux chercheurs du monde entier à son important fonds documentaire et d'archives, dont une très riche collection de quelque 600 000 photographies anciennes des pays d'Asie.

Bref, comme vous pourrez vous en rendre compte à la suite des explications de sa présidente, Guimet répond bien aujourd'hui à la mission ambitieuse que le musée et ses deux annexes se sont donnée, à savoir celle de devenir un espace culturel et de réflexion répondant aux enjeux mondiaux de son temps, et où l'Asie prend désormais toute sa place dans la nouvelle géopolitique qui se dessine dans cette région en pleine transformation.

Cette interview est suivie d'un article rédigé

par l'ancienne directrice du Bureau du CNRS à Pékin, Marie-Pierre Van Hoecke. Son analyse porte sur un sujet d'une grande actualité, à savoir le rattrapage scientifique et technologique observé en un quart de siècle par la Chine, à une période où Marie-Pierre se trouvait précisément en poste en République Populaire de Chine (RPC). Cette scientifique de haut vol porte un regard qui se veut sans complaisance ni pour les Chinois ni pour les Occidentaux dans ce domaine aussi sensible que déterminant dans la course pour l'hégémonie planétaire que se livrent les grandes puissances du XXI^e siècle : États-Unis et Chine, en premier.

On y apprend notamment qu'en 2024, la Chinese Academy of Sciences (CAS) est devenue le plus grand organisme de recherche au monde grâce à ses plusieurs dizaines de milliers de chercheurs et d'étudiants dont les travaux ont permis à la Chine de figurer en tête des classements mondiaux, avec les États-Unis, en termes de publications scientifiques et de dépôts de brevets.

À partir de sources bien documentées et référencées, cette ancienne Conseillère scientifique senior du Commissaire à l'Information Stratégique et à la Sécurité Économique (CISSE) démontre le mécanisme mis en place par Pékin pour remporter ce pari sur l'avenir.

L'un des éléments moteurs de son succès réside dans la coopération internationale, par laquelle, nous explique Marie-Pierre, les autorités chinoises sont parvenues par une politique volontariste, à attirer sur leur sol de la matière grise occidentale, à envoyer en masse leurs étudiants spécialisés dans les sciences dures dans les meilleures universités, en particulier américaines, et à encourager leurs entreprises à étendre le plus largement possible leurs activités à l'étranger. Portées par leur conception ouverte des échanges, la France et ses partenaires européens, sans être les seuls dans ce cas, ont ainsi largement contribué au développement scientifique et technologique chinois mais parfois aux dépens de leurs propres intérêts économiques et commerciaux.

Comme Marie-Pierre le résume : « *les transferts mal maîtrisés par le monde scientifique et universitaire (et industriel, pourrait-on ajouter) de technologies innovantes profitent, en général, au pays*

receveur au détriment du pays émetteur. »

La RPC réussira-t-elle dans ses ambitions affichées de devenir la première grande puissance de la planète à l'horizon 2049, date du centenaire de sa fondation ?

Rendez-vous dans un nouveau quart de siècle qui sera décisif pour les uns comme pour les autres.

À l'heure où nous assistons à une profonde restructuration de l'architecture géostratégique dans la région indopacifique, Chen Yo-Jung, ancien diplomate français installé au Japon depuis 2012, nous livre une longue analyse dont nous vous présentons un résumé dans ce présent numéro [1], sur la question de l'identité japonaise en Asie : pays asiatique ou occidental ?

La question mérite, en effet, réflexion si l'on se rappelle qu'au XIXe siècle, sous l'ère de l'empereur Meiji, l'archipel a été le premier pays d'Asie à faire le choix de la modernité synonyme d'occidentalisation et, ce faisant, à se différencier de ses proches voisins asiatiques.

Comme l'auteur le rappelle, cette transformation radicale ne s'est pas accomplie sans heurts au sein d'une société nipponne divisée entre courants conservateurs et réformateurs.

Ces derniers ont au final remporté le dernier mot car ils sont parvenus à la conclusion, qu'il était préférable pour leur pays, s'il voulait survivre, de « divorcer avec le reste de l'Asie pour épouser en secondes noces la cause de l'ogre occidental ».

Ce choix a fini par nourrir chez les Japonais un sentiment de supériorité. Qui les a conduits, après avoir essuyé un terrible désastre, à faire des États-Unis le principal allié de l'archipel, face à une Chine devenue revancharde et en tout cas bien décidée à récupérer la place dominante qu'elle occupait dans la région jusqu'à l'arrivée des Occidentaux.



Jean-Raphaël Peytregnet

Diplomate de carrière après s'être consacré à la sinologie en France, Jean-Raphaël Peytregnet a, entre autres, occupé les fonctions de consul général de France à Canton (2007-2011) et consul général à l'ambassade de France à Pékin (2014-2018) ainsi que de consul général de France à Mumbai/Bombay de 2011 à 2014.



Entretien Nouveau Regard

Guimet - un musée des arts asiatiques en harmonie avec son siècle

Entretien avec Yannick Lintz, propos recueillis par Jean-Raphaël Peytregnet

Pour ce deuxième numéro de notre publication « Nouveaux Regards sur l'Asie », il nous a semblé opportun d'effectuer une visite au célèbre musée des arts asiatiques, plus connu sous l'appellation de Guimet. Il porte le nom de son fondateur, un industriel du XIXe siècle et passionné, comme tant d'autres Occidentaux à cette époque, par l'Asie. Cette visite nous a permis d'y rencontrer sa présidente, Madame Yannick Lintz, alors que son musée organisera, dans le cadre de l'Année franco-chinoise du tourisme culturel, une exposition consacrée à la dynastie Tang. Cette exposition s'inscrit parmi les nombreux événements qui ponctueront de part et d'autre le 60e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République française et la République populaire de Chine.

Jean-Raphaël Peytregnet - Nous avons tout d'abord demandé à Madame Lintz comment lui était venue l'idée de prendre la présidence du musée Guimet.

Yannick Lintz - Spécialiste de l'islam, et de l'Iran plus particulièrement, j'ai dirigé juste avant d'occuper mes fonctions à Guimet, entre 2013 et 2022, le Département des Arts de l'Islam au musée du Louvre. Dans mon métier de conservatrice de collections, j'avais toujours eu à cœur, du fait de l'intérêt que je porte à l'Orient dans sa globalité, de présenter ce vaste espace géographique sous ses multiples facettes, non seulement culturelles et historiques, mais aussi sociales et diplomatiques. Quand j'ai décidé de me porter candidate pour le poste de directrice du département des Arts de l'Islam qui se libérait au Louvre en 2013, avant donc les attentats à Charlie Hebdo et de Daech au Proche-Orient, c'était en même temps avec l'intime conviction que l'Islam allait devenir l'un des grands enjeux géopolitiques de notre siècle.

J'avais en effet à cette époque le sentiment qu'il y avait là un véritable défi à relever, à savoir celui d'essayer de parvenir à changer les regards que d'aucuns pouvaient porter sur ce qui semblait leur apparaître comme un choc de civilisations entre l'Orient et l'Occident. A la suite du discours consacré au respect des principes de la République prononcé par le Président de la République, le 2 octobre 2020 aux Mureaux, en réaction à l'assassinat de Samuel Paty, le Premier ministre Jean Castex m'a confié, en tant que conservatrice du

Département des Arts de l'Islam au musée du Louvre, la mission de concevoir une opération nationale d'expositions ayant pour objectif de sensibiliser le public à l'histoire multiculturelle de la civilisation islamique qui inclut une dimension européenne. Face au fanatisme religieux qui se réclame de l'islam, le rôle de la culture me semble en effet plus que jamais, de donner à chacun et à chacune des clefs de compréhension de l'autre, de remettre en perspective les influences croisées de l'art islamique et de la culture française.

C'est là que m'est venue l'idée de conduire des actions au plus près des gens, sur tout le territoire. C'était une autre approche, qui se différenciait des actions traditionnelles menées par les musées consistant, pour synthétiser, à sensibiliser une population sur un thème donné au travers d'expositions itinérantes. La meilleure façon selon moi de répondre à la mission qui m'avait été confiée consistait à présenter simultanément une partie des collections du musée du Louvre en plusieurs endroits pour mieux marquer les esprits, dans une démarche qui se voulait républicaine, au sens le plus profond du mot. C'est ainsi que s'est déroulé l'évènement qui s'intitulait « Les Arts de l'Islam : un passé pour un présent », avec 18 expositions simultanées dans 18 villes, dont une organisée dans le département de l'île de La Réunion. Ces expositions ont eu lieu en 2021. Elles ont été suivies par une autre, celle-ci de nature plus scientifique, portant sur l'Ouzbékistan, au musée du Louvre, que j'ai préparée dès 2014



en accomplissant plusieurs missions dans ce pays.

En août 2022, le poste de président du musée Guimet était devenu vacant. L'avis de poste était paru en mars 2022. C'était un mois après l'invasion de l'Ukraine. Je sentais déjà venir un profond changement, que l'Asie allait sans doute devenir de plus en plus prégnante dans nos vies, et que nous allions devoir affronter une nouvelle géopolitique qui aurait forcément un impact sur nos destins.

Ayant déjà mené cette réflexion sur l'Islam, sur le regard culturel que l'on pouvait avoir sur cette civilisation, me porter candidate à ce poste pouvait se présenter comme une occasion de réfléchir à ce que ce musée, qui est quand même le plus grand musée d'arts asiatiques en Europe, pouvait apporter à cette nouvelle situation géopolitique qui intègre aussi les rapports de la France avec l'Asie et qui répond dans le même temps à la nécessité, qu'on le veuille ou non, de sensibiliser les Français, les Européens, les Occidentaux, à ce qu'est ce continent dans ses racines, ses identités. C'est bien là au cœur de la mission d'un musée qui s'intéresse aux civilisations des autres pays. Si je devais poser ma candidature, ce n'était pas pour gérer une continuité. Je voulais avoir une prise sur un enjeu culturel, social, politique au sens noble du terme, et diplomatique. C'est ainsi qu'est venue ma décision de défendre un projet fort, en insistant sur le tournant historique mais aussi culturel que le musée Guimet se devait de prendre.

Le musée Guimet dans les milieux culturels, chez les personnes qui fréquentent les musées, a longtemps eu la réputation d'être un musée élitiste. Cela s'explique parce que les œuvres qu'il expose ne sont pas toujours faciles d'accès. La peinture française n'est certes pas plus accessible mais dans le même temps, il y a ces fausses idées qui traînent souvent dans les esprits, qui sont que l'on a moins peur d'aller visiter des salles d'exposition de peintures européennes quand on n'est pas spécialiste que de l'art bouddhique ou des tankas tibétains, par exemple.

Or dans la vision qui soutenait ma candidature, le musée Guimet ne devait plus être un musée de connaisseurs uniquement, il fallait qu'il devienne aussi un musée qui constitue cette porte d'entrée des Occidentaux vers l'Asie et la porte

d'entrée aussi des Asiatiques vers la France. Parce que ce qui est intéressant dans ce musée, c'est qu'il montre des collections qui proviennent des fonds de tous les collectionneurs européens qui ont, dès le XIXe siècle, été fascinés par l'Asie.

A commencer par son fondateur Émile Guimet, qui raconte aussi cette l'histoire, cette fascination de l'Europe pour l'Asie.

D'où ce projet qui me tenait à cœur de faire accomplir au musée Guimet un saut qualitatif dans son histoire. Et c'est en portant toutes ces idées que j'avais en tête que j'ai eu la chance d'être nommée par le président de la République en novembre 2022, cela fait presque un an et demi déjà, pour un mandat de trois ans reconductible 3 fois, qui devrait m'amener jusqu'en 2031, à l'âge auquel je devrais prendre ma retraite. Ce n'est pas anodin pour moi, dans l'état d'esprit qui est le mien, parce que finalement je n'ai plus d'enjeu de carrière. Je me dis que je bénéficie d'expérience, trente ans d'expérience, j'ai de l'énergie encore et puis il y a au-delà, les défis que je me suis promise de relever. Donc j'ai le sentiment d'une vraie liberté d'essayer de faire au mieux avec tout ce que j'ai pu voir dans ma vie professionnelle, de ce qui marchait bien ou de ce qui marchait moins bien. Et puis, ce qui me semble très important sans doute pour tout dirigeant, notamment un dirigeant culturel, c'est d'avoir l'intuition du moment, l'intuition de ce qui est en train de changer et ça veut dire que pour moi, c'est aussi un enjeu de le dire, il faut que dans ce musée, dans ces transformations, on ne se trompe pas dans les solutions que nous apporterons.

Pour être peut-être plus claire, cela fait quarante ans au moins que l'on parle dans la culture et dans les musées de la démocratisation culturelle. Mais finalement quand on fait le bilan alors que l'État, les villes, les régions ont tous beaucoup investi depuis les années 80 dans les musées pour les rénover et les moderniser, à part quelques exceptions que l'on peut compter sur les doigts d'une main, la fréquentation des musées n'a pas tant augmenté que cela. Et donc mon défi ici, c'est aussi de rendre ce musée populaire, au bon sens du terme. Populaire, ça veut dire ouvert le plus largement possible au public, de tous les âges, de toutes les nationalités. Une enquête publique avait été entamée avant mon arrivée, qui s'est terminée début 2023, au moment où j'avais déjà pris mes fonctions, et qui décrivait le profil type des

visiteurs du musée. Le profil que dégagait cette enquête était celui d'une femme en moyenne de 41 ans, Bac +++. Je ne suis pas complètement sûre que l'on dirait la même chose aujourd'hui, si cette enquête devait être refaite. Aujourd'hui quand j'entre dans le musée, je vois des gens, je vois cette diversité, et cela me fait plaisir. Les choses changent, il faut rester toujours prudent naturellement, ne pas se contenter de mesurer des transformations à l'issue d'une année. Mais nous observons des premiers signes encourageants qui semblent effectivement assez clairement montrer que l'augmentation des visiteurs du musée a été réelle en l'espace seulement d'une année.

La sociologie du public a changé, ce n'est pas juste mon sentiment personnel. Il y a beaucoup de gens qui le disent, y compris quand je reçois des visiteurs, y compris vous-même qui m'avez fait cette remarque en pénétrant dans mon bureau. Beaucoup de visiteurs se félicitent de l'ambiance joyeuse et animée qui règne aujourd'hui au sein de ce musée. Il est redevenu vivant. Donc le contexte, c'est celui-là, ce musée est face à son temps, face au monde, à la place de l'Asie dans cette nouvelle géopolitique. Les deux grandes actions que j'ai à l'esprit de mener à leur terme, sont d'augmenter la fréquentation ainsi que l'intérêt du public pour le musée d'une part et de donner l'envie aux Asiatiques de travailler avec nous et donc de développer des coopérations d'autre part.

Dans une interview que vous avez donnée sur France Culture vous dites, je vous cite, que le musée Guimet est un atout d'influence en Asie. Est-ce que vous pouvez nous expliquer en quoi, qu'est-ce que vous entendez par là ?

Je veux parler ici de diplomatie culturelle. Nous recevons par exemple, la semaine prochaine, un séminaire interne du ministère des Affaires étrangères qui vient échanger sur la politique d'influence. Ce n'est pas par hasard que cette rencontre ait lieu à Guimet. Quand le président de la République se rend en Asie, très régulièrement et quasiment dans tous ses voyages, je suis dans la délégation. On voit par ailleurs la place importante que le musée occupe dans la célébration du 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la France et la Chine.

Nous espérons que le président Xi pourra se rendre en France pour cette occasion et

que, si c'est le cas, le président chinois effectuera une visite au musée Guimet. Quand je dis que notre musée est un atout, que Guimet est le plus grand musée consacré à l'Asie en Europe, et même, s'agissant de certaines collections, le plus important au monde, la France a de quoi en être fière.

D'une certaine manière, dans son dialogue avec les pays d'Asie, on peut considérer que le musée est une sorte d'ambassadeur de fait. Les œuvres sont là pour parler de la manière dont on célèbre l'art asiatique ici, au cœur de l'Europe, et c'est un atout considérable pour la France.

Les partenariats, vous en avez un peu parlé, pour ce qui vous concerne, il s'agit de partenariats avec les pays d'Asie qui figurent au nombre des trois défis que vous vous êtes promise d'atteindre durant vos mandats. Qu'est-ce que vous envisagez à ce stade, s'agissant de ce défi en particulier ? Est-ce que vous avez déjà des idées, est-ce que vous avez déjà commencé à établir des partenariats, et si c'est le cas, avec qui ?

En effet, nous avons déjà commencé à établir des partenariats. Les pays avec lesquels nous avons des partenariats actifs, pour l'instant, sont la Chine, le Cambodge et l'Inde, et je pense que dans les mois à venir, des partenariats avec le Japon et la Corée vont se consolider.

Le partenariat peut se construire de deux manières, soit on le sollicite, soit on est sollicité. S'agissant du musée Guimet, ce qui est en soi un sujet de satisfaction, nous sommes beaucoup sollicités, par exemple tout récemment par l'Indonésie. J'ai en effet eu le plaisir de recevoir, il y a de cela quelques mois, le ministre de la Culture et de l'Education indonésien, avec une partie de son équipe, qui venait nous voir pas tant par rapport aux collections parce que nous n'en avons pas beaucoup sur la civilisation indonésienne. La raison principale de sa visite à Guimet, ce n'était pas non plus pour faire des échanges d'expositions comme c'est souvent la pratique entre les musées. Il souhaitait obtenir de notre part de l'expertise ainsi que de la formation dans le cadre de son plan visiblement ambitieux de moderniser les musées en Indonésie.

Nous sommes aussi très sollicités pour cela. En matière d'expertise, au Cambodge, nous avons deux projets de coopération, dont l'un s'inscrit dans la tradition du musée Guimet qui depuis des décennies collabore avec ce



pays. Le spécialiste du Cambodge, Pierre Baptiste, notre Conservateur général, a formé il y a 15 ans, des jeunes directeurs de musées dont l'un d'entre eux est aujourd'hui à la tête du Musée national à Phnom Penh. Ce genre de coopération ne date pas d'hier. Quand on voit l'importante collection d'objets d'Angkor au musée Guimet, on comprend que les liens qui nous unissent sont anciens, ils remontent au XIXe siècle. La France a exploré le site d'Angkor qui était à l'époque quasiment enfoui sous la végétation.

Nos équipes avec nos amis cambodgiens ont sauvé des pans de monuments dont certaines pièces se trouvent effectivement ici, au musée Guimet. Dans ce même esprit de coopération, nous avons signé un accord pour recevoir le prêt de 130 bronzes monumentaux venant du Musée national de Phnom Penh qui vont être présentés à Guimet. Et le plus grand de ces bronzes, qu'ils considèrent comme un précieux trésor, un grand Vishnou du temple de Mébon, à Angkor, arrivera dans nos locaux dès le mois de mai. Nous irons le réceptionner en organisant une cérémonie en son honneur, le 7 mai, pour ensuite le restaurer à leur demande en France, au C2RMF, le laboratoire des musées de France.

A la suite, nous inaugurerons, en avril 2025, cette grande exposition, et nos amis cambodgiens, ce qui montre la confiance qu'ils nous accordent, nous ont demandé de la faire circuler pour eux aux États-Unis. Elle va se rendre dans trois endroits, à Minneapolis, à Washington et à San Francisco. Nous sommes là dans une coopération traditionnelle qui reste toujours pour nous la plus importante, autour des expositions.

Dans le même temps, le Cambodge mène une réflexion sur la rénovation de leur musée national et ses responsables se sont tournés vers nous pour les accompagner. Nous sommes en train de réfléchir avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture français comment monter cette mission d'expertise et d'accompagnement de la rénovation du musée national cambodgien. Pour ne prendre que cet exemple, mais je pourrais vous parler d'autres projets concernant la Chine, par exemple.

Le premier défi que vous vous lancez, c'est de celui de faire de Guimet un musée d'excellence – je trouve personnellement qu'il l'est déjà – et comme vous venez de le dire ouvert et

accessible au public et aux jeunes en particulier. Vous dites quelque part que la Chine les intrigue, les jeunes, qu'est-ce que vous voulez dire par-là ?

Je vois deux aspects dans votre question. Le premier, sur ce que j'entends par « *faire de Guimet un musée d'excellence* ». Vous avez raison de dire que c'est déjà le cas. Je veux parler ici d'excellence scientifique, parce qu'il y a toujours deux dimensions dans un musée, la dimension culturelle, c'est-à-dire l'action vis-à-vis des publics d'une part et, d'autre part, l'action scientifique qui est de permettre à ce dernier d'accéder à une meilleure connaissance des collections, de l'art asiatique, et cela, c'est l'aboutissement du travail des chercheurs et des experts scientifiques.

Dans cette veine, l'idée nous est venue de créer au musée Guimet un grand centre de recherches et de ressources autour du patrimoine asiatique. Un centre de recherches sur ces thématiques est constitué de deux pans, celui des ressources, au sens documentaire, et celui des archives. Il s'agit pour nous de valoriser ce qui est aujourd'hui dispersé et pas toujours complètement inventorié, comme notre bibliothèque accessible au rez-de-chaussée du musée, qui est aussi la plus grande bibliothèque d'art asiatique en France. Comme c'est aussi le cas pour notre collection de plus de 600 000 photographies anciennes sur l'Asie qui représente à la fois un formidable reportage sur l'activité scientifique en Asie mais aussi une véritable histoire ethnographique. A titre d'exemple, nous possédons les plus anciennes photographies couleur faites au Japon à la fin du XIXème siècle. Récemment, nous avons acquis deux albums de photographies prises en Corée en 1904, qui sont aussi des œuvres marquantes de l'histoire de la photographie et un témoin de l'histoire de ces pays. C'est une vraie source d'études et de recherches. Nous avons rassemblé ici à Guimet des archives, des fonds d'archives de marchands d'art asiatique, comme celui du célèbre C. T. Loo qui a œuvré entre la France et les États-Unis pendant plusieurs décennies au XXème siècle. Il faut que nous gérons ces archives et que nous les rendions accessibles aux chercheurs. Dans ce domaine, le musée Guimet constitue un centre exceptionnel. Les chercheurs, c'est bien sûr l'équipe scientifique du musée mais aussi la possibilité qu'offre Guimet d'avoir des



chercheurs invités pour six mois, pour un an. C'est un gros projet que l'on désire conduire dans l'hôtel d'Heidelberg qui est de deuxième musée rattaché à Guimet avec celui d'Ennery. Quant à l'étonnement que provoque la Chine sur les jeunes, comme vous le savez aujourd'hui, les jeunes, que cela soit à Clermont-Ferrand où à l'autre bout du monde sont aujourd'hui tous fascinés par les mangas, la culture populaire japonaise ou bien par la K-pop.

La Chine est beaucoup moins connue et je dirais même que ce sujet me semble moins bien appréhendé par les jeunes Français. Nous avons actuellement une exposition sur les dits du Genji, donc sur l'imaginaire japonais à partir d'une œuvre littéraire du XI^{ème} siècle au Japon. Nous allons dépasser les cent mille visiteurs. Même s'il est toujours difficile de dire à quoi l'on doit le succès d'une exposition, je pense quand même que dans l'imaginaire français ce que raconte cette exposition leur est beaucoup plus familier.

Cela a commencé à l'ère Meiji avec la circulation des estampes et tout le monde en Europe se les arrachait. C'est donc un imaginaire assez bien installé. Pour ce qui concerne la Chine, tout le monde sait qu'il y a de la porcelaine chinoise mais qu'est-ce que cela dit de la Chine la porcelaine chinoise pour un non connaisseur ? Pas grand-chose. C'est plus mystérieux et c'est pour cela que pour nous, il est intéressant que nous ayons, à l'occasion du 60^{ème} anniversaire, cette Année franco-chinoise du tourisme culturel, avec toute une série d'événements qui permettront, je l'espère, de rendre les personnes qui y participeront un peu plus curieuses sur la Chine.

De la même manière que nous l'avons réalisé avec le prix littéraire que nous décernons au musée, le prix Émile Guimet de culture asiatique qui en est à sa septième édition. Celle-ci a été organisée, le 29 février dernier avec Laure Adler comme présidente du jury. Nous avons décidé de créer pour cette septième édition un deuxième prix, outre le prix du roman, celui du roman graphique. Et le prix du roman graphique cette année a été décerné au livre : « *Le Fils de Taïwan* », une bande dessinée passionnante, écrite par une Taïwanaise et illustrée par un Taïwanais.

Le musée Guimet portait autrefois le nom du musée des religions et ensuite, il a été débaptisé, si je puis dire.

En effet, le fondateur du musée, Émile Guimet, avait au tout début fondé une collection privée dont il a fait ensuite don à l'État. Émile Guimet a fait construire ce bâtiment pour la recevoir. C'était au départ un musée qui était dédié à l'histoire des religions extra-européennes.

C'était là finalement sa ligne de conduite en allant en Asie, en allant aussi en Égypte. Il s'intéressait aux religions. C'est pour cela que l'on a beaucoup de collections à Guimet d'art bouddhique, hindou, etc. Par la suite, après la Seconde Guerre mondiale, l'État dans la restructuration des musées nationaux a décidé de créer un musée spécialisé sur l'Asie et a porté son choix sur le musée Guimet.

C'est à ce moment-là que Guimet est devenu le Musée national des Arts asiatiques et du coup toutes les collections d'art asiatique qui se trouvaient au Louvre sont venues à Guimet et, dans le sens inverse, tout ce qui n'était pas asiatique de la collection d'Émile Guimet est allé au Louvre, comme les collections égyptiennes, par exemple. C'est à ce moment-là qu'a eu lieu le basculement.

Je posais cette question parce quand on regarde surtout la statuaire asiatique que vous pouvez exposer, il est beaucoup question de religion. Est-ce que aujourd'hui dans notre monde qui est devenu très matérialiste, qui est je crois difficile à accepter pour une certaine génération, d'une certaine manière, est-ce qu'il n'y a pas une nécessité de revenir vers la religion. La religion pourrait-elle constituer un thème par exemple pour le musée Guimet ?

Nous réfléchissons au musée à ce que j'appelle Guimet 2030, un musée qui sera profondément transformé et agrandi. La question que vous posez figure parmi nos sujets de réflexion sur ce que deviendra à cet horizon le musée Guimet. Ce que l'on constate, quand on parle de religions, que l'on parle de bouddhisme ou d'hindouisme, de taoïsme, ou de soufisme, est qu'on rejoint finalement, et c'est cela qui est intéressant aujourd'hui pour notre musée, des notions qui reviennent en force en Occident. Qui ne se dit pas à un moment donné, j'ai besoin d'être zen ? Il y a aussi les pratiques de méditation qui se développent de plus en plus en France. Nous avons constaté cela l'été dernier à l'occasion de notre exposition sur « *Les médecines d'Asie* ». Nous avons placé sur le parcours de l'exposition une salle de méditation, de yoga, car l'on sait



bien que toutes ces pratiques en Asie, ce n'est pas juste de l'activité physique, du bien-être personnel, cela participe de la philosophie, de la spiritualité de ces différents pays. Donc, en effet, il s'agit bien de pratiques spirituelles mais différentes par rapport à nos religions monothéistes, qui sont plus méditerranéennes au sens large. Les religions d'Asie abordent des questions philosophiques et métaphysiques qui suscitent de plus en plus d'intérêt, comme on s'en aperçoit aujourd'hui en Europe. Cela ne constitue pas un problème qu'il y ait une certaine fréquence d'objets religieux à Guimet, au contraire, cela amène à poser un regard sur la vie d'une autre manière. Une personne qui s'arrêtera devant un Bouddha, par exemple, pourra être amenée à une sorte de contemplation méditative même si celle-ci s'exerce de manière furtive.

Dans le projet de rénovation que nous avons en tête à Guimet, nous réfléchissons à comment rendre ces deux pans de l'histoire du musée visibles, parce qu'aujourd'hui tout cela n'est pas à mon sens vraiment perçu. Le visiteur qui entre ne sait pas qu'il y avait d'abord un musée des religions et après un musée global d'arts asiatiques. Nous aurons à cœur de rendre ces deux aspects plus clairs et par conséquent plus compréhensibles.

Une dernière question, celle de la restitution. Des objets que vous pouvez posséder, qui pourraient être réclamés, on a vu cela avec les frises du Parthénon, une question qui n'est d'ailleurs toujours pas résolue, ou les têtes d'animaux en bronze du Palais Yuanmingyuan, qui pour certaines d'entre elles, ont été restituées, et c'est un sujet très sensible pour les Chinois. Je me souviens quand j'avais visité l'exposition du peintre Castiglione à votre musée, j'ai regardé le Livre d'or qui était à l'entrée, il y avait beaucoup de choses écrites en chinois qui étaient exprimées sur un ton extrêmement virulent. Du genre, vous nous avez volé ces peintures de Castiglione, elles nous appartiennent, il faut nous les rendre. Est-ce que cette question se pose ou s'est posée au musée Guimet ?

La question de la restitution se pose en effet de plus en plus. Nous n'avons pas eu pour ce qui nous concerne de demandes officielles de restitution exprimées à ce jour. Cette question n'en devient pas moins centrale aujourd'hui dans les musées de civilisation occidentaux et cela constituera sans doute pour ces musées un tournant

important au cours de ce XXI^{ème} siècle. Il se trouve que j'ai été chargée de m'occuper de cette question, il y a vingt ans. Quand je suis arrivée au musée du Louvre à l'époque, le président Henri Loyrette m'avait demandé d'identifier des œuvres qui pourraient faire l'enjeu de demandes de restitution, en me disant que ce serait la grande question qui se poserait aux musées dans les décennies qui viennent. Aujourd'hui, vingt ans après, c'est en effet le cas. La France s'apprête d'ailleurs à voter une loi à ce sujet.

Aujourd'hui, le mouvement de restitution, il est plus vers l'Afrique que vers l'Asie. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas des demandes concernant le continent asiatique. Mais il ne faut pas non plus être dans la culpabilité vis-à-vis des pays d'origine des collections. Il faut que l'on soit par rapport à notre public, au public des musées, dans la pédagogie, alors même que dans notre monde on simplifie très vite et souvent à l'extrême. Au musée Guimet, nous avons le devoir d'apporter de la nuance. Il faut que nous expliquions que ce n'est pas parce que ces objets sont dans un musée à l'étranger qu'il s'agit d'objets pillés. Quand vous prenez le bateau-mouche et que vous passez sur la Seine devant le musée du Louvre, certains conférenciers se plaisent à dire que nous sommes là devant le Louvre qui est le plus grand pilleur d'antiquités au monde. Dire cela n'a évidemment aucun sens. Il faut lutter contre ces fausses idées et cela nous allons le faire en introduisant des textes dans nos salles expliquant comment ces œuvres sont arrivées là. Cela peut-être sous la forme de donations, d'accords d'État à État, de fouilles archéologiques conduites pour un pays-tiers et qui nous en a donné une partie, de la sauvegarde de patrimoine à un moment donné. Il peut se produire de temps en temps que des objets proviennent de pillages dont nous ne connaissions pas l'existence. Sur ce sujet, nous sommes très clairs et tranquilles. Si pour une œuvre qui est au musée, le pillage était avéré, prouvé, nous rendrions l'objet concerné immédiatement.

Je pensais au fonds Pelliot. C'est aussi une corde très sensible pour les Chinois.

Vous voulez parler des peintures de Dunhuang ? En effet, quand je suis arrivée ici et que l'on préparait l'Année chinoise, immédiatement je me suis dit qu'il fallait valoriser cette collection que nous partageons avec fierté entre la Chine et la

France. Pelliot en collaboration avec les Chinois a pu sauver une partie des œuvres alors en risque de préservation. Et le savant qu'il était a non seulement étudié ce patrimoine mais l'a aussi préservé en veillant à sa conservation en France au musée Guimet et à la Bibliothèque nationale.

Pour ce 60ème anniversaire, dans quinze jours, je me rendrai à Dunhuang pour signer à cette occasion un protocole d'accord

avec le directeur de l'Académie de Dunhuang. Il s'agira de lancer ensemble un grand programme scientifique de numérisation de toutes les peintures que l'on possède à Guimet et qui feront l'objet d'une exposition numérique, puisque la technologie permet cela. Nous la montrerons au public à Dunhuang et ici, à Guimet. C'est ça aussi la modernité.



Installations monumentales « Gardiens du Temps » du Jiang Qiong Er / crédit : Frédéric Berthet



Yannick Lintz

Yannick Lintz est conservatrice générale du patrimoine et présidente du Musée national des Arts asiatiques - Guimet depuis novembre 2022. Docteur en Histoire, elle est diplômée de l'Institut national du patrimoine. Elle entre au musée du Louvre en 2003, et dirige le département des Arts de l'Islam du Louvre de 2013 à 2022. Elle y développe une politique de rayonnement artistique et culturel en France et à l'étranger à travers des projets innovants visant à changer les regards dans ce domaine. Mme Lintz est chevalière de la Légion d'honneur et de l'Ordre du mérite, ainsi qu'officier des Arts et des Lettres.



Analyse

Contributions de l'Occident aux rattrapages scientifiques et technologiques de la Chine

Par Marie-Pierre Van Hoecke

Sur la place Tian'anmen, le 1er octobre 1949, Mao Zedong proclame la fondation d'un nouveau monde chinois, basé sur les valeurs communistes.

Un mois plus tard, le 1er novembre 1949, il crée la « Chinese Academy of Sciences (中国科学院) » sur les bases de l'Academia Sinica, affirmant ainsi sa volonté de donner à la science et à l'innovation une place prépondérante dans sa nouvelle vision de la Chine. Toutefois, les fruits de cette politique ne seront pas cueillis tout de suite. En effet, la révolution culturelle des années 60-70 (1966-1976) aura un effet dévastateur sur le système d'enseignement supérieur et de recherche chinois. En envoyant les intellectuels dans les champs et les usines, Mao se prive de son élite scientifique. En offrant les postes de direction de recherche sur des critères plus politiques que scientifiques, il appauvrit la qualité de l'enseignement et de la recherche. Les répercussions de cette stratégie de « *génération sacrifiée* » se propageront jusqu'aux années 2010.

Ainsi, le manque d'ouverture internationale du dispositif de recherche chinois et la faiblesse de la direction scientifique (moins de 10 % des enseignants du supérieur de cette époque ont un doctorat) amènent la Chine à ne peser que moins de 1 % de la science mondiale en 1997, avant la rétrocession de Hong Kong. Avec quelques centaines de publications internationales par an, la Chine de cette époque n'apparaît pas dans le panorama scientifique mondial. Et pourtant !

En 2024, la CAS (Chinese Academy of Sciences) est le plus grand organisme de recherche du monde en nombre de chercheurs (69 000) et d'étudiants (79 000) ainsi que le plus prolifique en termes de publications. La Chine caracole en tête des classements mondiaux, au coude-à-coude avec les États-Unis, tant en termes de publications

scientifiques que de dépôt de brevets. L'industrie chinoise inonde le monde de ses produits et les annonces sensationnelles se multiplient : exploration des fonds marins, programme lunaire, aviation, etc.

En seulement 25 ans, la Chine a non seulement intégré les classements mondiaux, mais dépassé les pays européens et le Japon. Si le monde a déjà assisté à des rattrapages technologiques et scientifiques spectaculaires, notamment celui du Japon orchestré par les États-Unis, le rattrapage chinois interpelle autant par sa rapidité que par l'étendue de son application à tous les secteurs industriels et scientifiques.

Pour réaliser cet exploit, le gouvernement chinois a dessiné puis décliné une politique d'incitation à l'innovation bien organisée. Quelles méthodes ont été mises en œuvre et quel rôle ont joué les pays européens dans cette remontada ?

Étudions tout d'abord l'étendue exacte de ce rattrapage. En 1997, après l'intégration de Hong Kong, la Chine pèse 1,5 % des publications, puis 5 % en 2005, quand en 2023, les publications scientifiques attribuées à la Chine représentent, selon SCImago, environ 20 % des publications mondiales, à la première place devant les États-Unis progressivement descendus de près de 30 % à 13 %.

L'OST (Observatoire des Sciences et Techniques) analyse bien les mécanismes mis en jeu dans son étude de 2021 « *La position scientifique de la France dans le monde et en Europe, 2005-2018* », [pages 21 à 23](#). L'OST explique comment l'intégration progressive, à partir de 2005, de journaux chinois dans le calcul des indicateurs a bénéficié à la Chine.

Entre 2005 et 2017, les publications chinoises ont été multipliées par 5,25, alors qu'à périmètre constant, la progression chinoise est moindre (production multipliée par 3). L'OST constate que « *les co-publications internationales ont été un des canaux d'accès à des revues internationales, même si*



cela n'a pas été en majorité les plus prestigieuses ».

En effet, l'un des facteurs les plus importants de la réussite chinoise est la coopération internationale, pour laquelle la Chine a décliné une politique volontariste.

On peut situer le début de cette vague aux environs de 2002-2006, soit juste après l'annonce par Jiang Zemin en 2000 de sa stratégie nationale, la « *Go Out Policy* (走出去战略) », qui encourageait les entreprises à s'internationaliser. De nombreux programmes de coopération ont alors vu le jour, tant en enseignement supérieur qu'en recherche et des dizaines de milliers d'étudiants chinois sont allés étudier aux États-Unis et en Europe. Ainsi, en France, dès 2006, la population estudiantine chinoise représente près de 25 000 étudiants (dont plus de mille inscrits en doctorat), deuxième derrière le Maroc, mais première en flux entrant. La politique chinoise d'internationalisation fonctionne également dans l'autre sens et consiste à attirer les talents étrangers, tant ceux de la diaspora que ceux des professeurs et chercheurs occidentaux.

Fleurissent les programmes « *Chun Hui* » (lueur de printemps) et « *Changjiang* » ou « *The Fund for Returnees to Launch S&T Researches* » du ministère de l'éducation, le programme « *100 talents* » de la CAS, ou le programme au nom évocateur de « *two bases* » de la NSFC (National Science Foundation of China), qui propose un fonds spécial pour « *Chinese Scholars Abroad to Work or Lecture in China* ». Une aide est attribuée à ces étudiants et chercheurs de la diaspora pour avoir une base « *at home* » et une base « *abroad* » dans un but de diffusion de la connaissance et de construction d'équipes de recherche en Chine autour de thèmes clés. L'objectif est clair : faire entrer la science internationale dans les laboratoires chinois tout en gardant un lien avec les laboratoires étrangers.

Le programme le plus abouti et qui fonctionne encore aujourd'hui est le « *1000 Talent Program* », lancé en 2008 et dont le sous-programme destiné aux « *non-ethnic Chinese* » a pour but d'attirer en Chine pendant quelques semaines par an les plus grands scientifiques étrangers capables d'effectuer « *des avancées et des ruptures dans les technologies-clés et de développer des industries high-tech* ».

Les Européens ont largement accompagné cette politique d'attraction chinoise. La direction des relations internationales du CNRS avait même, vers 2004-2005, érigé en stratégie la décision « *d'accompagner le développement scientifique et technique de la Chine et de l'Inde* ».

La Chine et la France ont mené, à cette période, une politique d'internationalisation large. Mais si les mots d'ordre des deux ministères de tutelle (le MESR en France, le MoST en Chine) étaient similaires : « *allez à l'étranger* » (le *Go Out* de Jiang Zemin), en revanche les intentions étaient, et sont toujours, opposées : la Chine envoie ses étudiants et ses chercheurs se former à l'étranger, y récupérer de la connaissance, quand la France envoie ses chercheurs diffuser la connaissance produite en France. La France met en application l'idée que la science est universelle et qu'elle doit être partagée, idée louable dans l'espace des sciences, mais plus discutable sur le plan économique.

En effet, les organismes de recherche sont également des déposants de brevets et donc, source d'innovation pour l'industrie. Dans ce contexte, les transferts mal maîtrisés, par le monde académique et universitaire, de technologies innovantes profitent, en général, au pays receveur au détriment du pays émetteur.

Dans le secteur des brevets, la politique de la Chine s'est également déclinée à partir de l'international. Dans son « *PRC Medium to Long Term Plan (Outline and Implementation Guidelines) 2006-2020* », le Ministre des Sciences et Technologies chinois, XU Guanhua, décrit la politique que la Chine doit mettre en place pour développer une innovation indépendante « *made in China* ». Le principe le plus intéressant est la « *ré-innovation* », qui est décrit dans le paragraphe VIII-2 : « *Enhance the Absorption, Assimilation, and Re-Innovation of Imported Technologies* ».

Des incitations financières de différentes sources (ministères, provinces, organismes, etc.) ont largement contribué à motiver les chercheurs à produire des publications et des brevets. Mais ce système a eu quelques effets délétères, dont le développement d'un système de fraude. Une enquête signée Mara Hvistendahl, Li Jiao & Ma Qionghui, publiée dans la prestigieuse revue « *Science* » le 29

novembre 2013, estime le montant du marché noir de la fraude scientifique en Chine en 2009 à 150 millions de dollars « *This has fostered an industry of plagiarism, invented research and fake journals that Wuhan University estimated in 2009 was worth \$150m, a fivefold increase on just two years earlier* ».

De même, tout récemment, en février 2024, le chercheur Smriti Mallapaty, dans la célèbre revue « *Nature* » annonce que 17 000 publications comprenant un co-auteur chinois ont été retirées entre 2021 et 2024 (« *a Nature analysis reveals that since 2021 there have been more than 17,000 retractions with Chinese co-authors* »).

Pour les brevets déposés dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (le PCT administré par l'OMPI), la Chine reste en 2023 en tête des classements avec 69 610 dépôts, quoiqu'en recul par rapport à l'année précédente en raison de la baisse de ses

taux d'intérêt et de l'incertitude économique. Néanmoins, le nombre de brevets chinois doit être relativisé si l'on prend en compte que ceux-là concernent essentiellement des innovations incrémentales et non des innovations de rupture où, dans ce domaine, les États-Unis restent en tête.

En 1988, Deng Xiaoping exposait ainsi sa vision de la Chine : “科学技术是第一生产力” (*kexue jishu shi diyi shengchanli*), c'est-à-dire que la science et la technologie sont la première force productive, affirmant lui aussi avec force le rôle que la recherche et l'innovation doivent tenir dans la réussite économique chinoise.

Les prochaines grandes dates pour la Chine seront 2030 et sa vision de « *On a marché sur la lune* », puis 2049, qui verra le centenaire de la création de la Chine Populaire et peut-être, l'aboutissement des ambitions affichées de ce grand pays.



Marie-Pierre Van Hoecke

Marie-Pierre Van Hoecke est ingénieure diplômée de l'École polytechnique universitaire de Lille et docteure en informatique. Elle a travaillé au CNRS, où elle a assuré la direction technique du Centre de bio-informatique de la Génopole de Lille, puis, de 2002 à 2006, les fonctions de directrice du Bureau du CNRS en Chine. De retour en France, elle a effectué la dernière partie de sa carrière dans le monde de l'intelligence économique pour le compte de différents ministères, notamment en tant qu'adjointe au délégué interministériel à l'intelligence économique, puis de conseillère scientifique senior du commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économique.



Analyse

Le Japon est-il Asiatique?

Par Yo-Jung CHEN

Alors jeune étudiant au Japon dans les années 1960, je faisais la découverte du pays en voie de devenir la 2e puissance économique mondiale, à peine 20 ans après sa défaite infligée par les États-Unis. À cette époque, je réalisais que le simple fait de dire aux Japonais qu'ils étaient Asiatiques revenait à les insulter.

Aujourd'hui encore, il m'arrive de croiser des Japonais qui s'offusquent d'être assimilés à des Asiatiques, et qui s'évertuent même à dénigrer l'Asie pour mieux montrer la différence qui les sépare des autres peuples de ce continent. Ce mépris de l'Asie et cet empressement à s'en détacher ne font pas toujours l'unanimité dans ce pays. Cette attitude trouve son origine dans le slogan d'unité nationale « quittons l'Asie pour intégrer l'Europe » lancé en 1885 par le grand penseur Fukuzawa Yukichi.

Rappel historique

Pour comprendre cette mentalité pour le moins étrange, il convient de remonter aux années 1860.

Le régime féodal instauré sous la dynastie Tokugawa touchait alors à sa fin. Pendant les deux siècles et demi qu'avait duré le règne du Shogun, général en chef titulaire d'une dignité héréditaire qui faisait de lui le détenteur effectif du pouvoir à la place de l'empereur, le Mikado, l'archipel ne constituait pas une terre d'accueil pour les étrangers qui s'en voyaient interdire strictement l'accès. Et ce, jusqu'en 1853, où les Américains avec leur flotte armée commandée par le « commodore » Perry forcèrent la porte de ce pays refermé sur lui-même.

Les Occidentaux, diplomates ou commerçants, qui apparaissaient aux yeux des Japonais comme des « barbares », affluèrent alors de plus en plus nombreux dans l'empire du soleil levant. Alors que la population japonaise observait ces nouveaux arrivants avec une certaine curiosité, la classe dirigeante s'interrogeait quant à elle sur les réelles intentions que nourrissaient ces « blancs » qui avaient fait irruption sur leur sol pour y faire du commerce de manière soi-disant pacifique. Leurs soupçons pouvaient en effet se comprendre : l'Asie tout entière, à commencer par l'Empire chinois, se faisait au même moment dépecer par les grandes puissances impérialistes européennes accomplissant leur œuvre colonisatrice ! L'empire nippon n'allait-il pas à son tour subir le même sort ?

Confrontés à ce danger qui semblait

imminent, deux courants s'exprimèrent.

Le premier, formé des samurais issus de différents clans féodaux opposés à l'autorité du Shogun. Ces clans formèrent un mouvement nationaliste rallié autour du slogan « *soutenir l'Empereur et chasser les barbares* ».

Reprochant au Shogun Tokugawa sa faiblesse face aux menées prédatrices des « barbares » Occidentaux, ils réclamèrent leur expulsion et le rétablissement des prérogatives de l'Empereur. Sorti vainqueur d'une guerre civile sans merci, ce mouvement finit par obtenir le départ du Shogun pour former un nouveau gouvernement moderne fidèle à l'Empereur en 1868. L'heure de la Restauration de Meiji avait sonnée.

Les membres à l'origine de ce gouvernement avaient entretemps compris la futilité pour le Japon de s'opposer par la force aux invasions des puissances occidentales. Ils changèrent radicalement de position : plutôt que de vouloir mettre à la porte les « barbares occidentaux », ils engagèrent une campagne radicale en faveur d'une occidentalisation synonyme de modernisation du pays. Son succès fut tel à tous les niveaux de la société, qu'en l'espace de deux décennies le nouveau Japon devint à son tour une grande puissance économique, industrielle et militaire qui semblait ne plus avoir grand-chose à envier à l'Occident.

Le second, composé d'un cercle d'intellectuels, avait échafaudé une stratégie visant à contrer l'avancée des puissances occidentales et à sauver ainsi non seulement le Japon mais l'ensemble de l'Asie de

l'emprise de l'Occident. Ce fut la naissance de l'école dite « pan-asianiste ». Initialement, ce mouvement nourrissait le projet de confédérer tous les pays du continent asiatique dans une « Alliance » qui s'opposerait aux incursions des puissances occidentales. Mais ce projet se heurta vite à un obstacle de taille, à savoir l'absence d'une réelle volonté des autres pays d'Asie, à commencer par la Chine enfermée dans un féodalisme d'un autre âge, à se libérer du joug des puissances occidentales.

Confronté à cet échec patent, le mouvement pan-asianiste se tourna vers le Japon devenu moderne dans l'espoir que ce dernier puisse entraîner ses voisins asiatiques dans cette tentative d'émancipation de l'Occident. Pour parvenir à ses fins, il encouragea les actions de groupuscules révolutionnaires en Chine et de mouvements indépendantistes dans les pays d'Asie colonisés. Malheureusement, là encore, ces pays, à commencer par la Chine, ne se montrèrent pas à la hauteur des attentes du mouvement pan-asianiste dirigé par les Japonais. Profondément déçu, Tokyo finit par développer un profond mépris à l'encontre de ses voisins. C'est à partir de ce sentiment de mépris que Fukuzawa Yukichi lança un appel en 1885 en direction de ses compatriotes en vue de « *quitter l'Asie pour rejoindre l'Europe* ». Pour Fukuzawa, le Japon désormais « civilisé » du fait de son occidentalisation se devait de se dissocier de cette partie de l'Asie arriérée pour laquelle les Occidentaux n'éprouvaient que mépris.

Cette aspiration pressante de prendre le plus possible ses distances vis-à-vis d'une Asie jugée primitive est restée ancrée dans la mentalité japonaise jusqu'à aujourd'hui, au XXI^e siècle. On comprend dès lors mieux la raison pour laquelle certains Japonais de nos jours s'estiment fortement humiliés chaque fois qu'ils sont assimilés à des Asiatiques, quand ceux-là se prennent à rêver de retrouver le statut de « Blancs honoraires » dont ils jouissaient en Afrique du Sud du temps de l'apartheid.

Entretemps, l'idée originelle des pan-asianistes de rassembler les pays asiatiques sous le leadership du Japon a continué à faire son chemin jusqu'à prendre progressivement une tournure impérialiste. Celle-ci finira par servir de justification idéologique à la clique militariste japonaise des années 1930 dans son projet d'envahir l'ensemble de l'Asie en vue de créer une « sphère de Co-prospérité pan-asiatique ».

On connaît la fin catastrophique que connut le Japon dans cette aventure militariste insensée.

Le Japon d'aujourd'hui et de demain

Au cours de sa longue histoire, l'archipel nippon n'a cessé de prendre modèle sur l'extérieur : la Corée à l'aube de son histoire, la Chine depuis le IV^e siècle, l'Europe au XIX^e et, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique. Aujourd'hui, à l'issue d'une alliance loyale de près de huit décennies avec Washington, face au déclin de la Pax Americana, le Japon se met à douter de la fiabilité de son modèle actuel. Si sa confiance en la capacité protectrice de son allié n'est plus aussi solide qu'elle ne l'était auparavant, ne serait-il pas temps pour Tokyo de réfléchir à un nouveau modèle ?

Un retour vers l'Europe ne semble pas tenter particulièrement le Japon. Les nations européennes qu'il avait cherché à copier en 1868 ne semblent plus à ses yeux dignes d'intérêt. Par ailleurs, les Japonais éprouvent le sentiment que même après avoir mené à bien la modernisation de leur pays à la fin du XIX^e et s'être à nouveau hissés au rang d'une grande puissance après la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont jamais été véritablement admis à part entière dans « le club des riches » Européens.

Alors pourquoi ne pas envisager un retour au sein de l'Asie, laquelle est aujourd'hui devenue le centre de la croissance économique ?

Son amour-propre mis à côté, la question se posera de savoir si le Japon parviendra à surmonter le profond dédain qu'il a toujours éprouvé à l'égard de ses voisins au point de prendre ses distances avec ces derniers. Par ailleurs, les autres pays d'Asie se montreront-ils prêts à passer l'éponge sur ce mépris manifesté à leur égard depuis un siècle et demi par leur ancien envahisseur ? Les tensions persistantes avec la Chine, devenue désormais une puissance incontournable en Asie, ne faciliteront pas non plus une éventuelle réconciliation de l'archipel avec le continent.

Si toutes les portes semblent être ainsi fermées pour le Japon dans sa recherche d'un nouveau modèle, il lui reste néanmoins une dernière porte de sortie qu'il pourrait envisager : lui-même.

Le Japon dispose d'un atout formidable

susceptible de lui valoir le respect du monde entier: son pacifisme solidement ancré dans sa Constitution depuis son écrasante défaite.

Même si ce pacifisme qui le particularise se voit de plus en plus remis en question par les nationalistes qui s'expriment sur son sol, au motif qu'il ne répondrait plus aux nouveaux défis géostratégiques auxquels aujourd'hui l'archipel et sa périphérie doivent faire face, le Japon serait bien averti de ne pas s'écarter d'une voie qui lui a jusqu'à présent grandement servi et qui ne pourrait qu'aider à maintenir une paix de plus en plus précaire dans la région.

L'INTÉGRALITÉ DE CET ARTICLE EST À RETROUVER SUR LE SITE DE LA FONDATION FRANCE-ASIE :

<https://fondationfranceasie.org/le-japon-est-il-asiatique/>



Yo-Jung CHEN

Né en 1947 à Taiwan, CHEN Yo-Jung a grandi au Vietnam et à Hong Kong. Il a fait ses études supérieures au Japon puis a servi pendant 23 années à l'ambassade de France à Tokyo en tant qu'attaché de presse et traducteur-interprète. Naturalisé Français en 1981, Chen est devenu en 1994 fonctionnaire titulaire du Quai d'Orsay. Il a servi en tant que consul adjoint/conseiller de presse dans plusieurs postes diplomatiques et consulaires français, dont à Tokyo, Los Angeles, San Francisco, Singapour et Pékin, avant de prendre sa retraite au Japon en 2012.



À LA UNE

Les événements qui ont marqué l'actualité en avril

#Finance #Singapour

INAUGURATION DES BUREAUX DE TEMASEK À PARIS ET LANCEMENT DE L'ANNÉE FRANCO-SINGAPOURIENNE DE LA DURABILITÉ

Lors de sa visite en France du 10 au 13 avril, le vice-Premier ministre et ministre des Finances singapourien Lawrence Wong a été reçu par le président Emmanuel Macron. Les deux dirigeants ont lancé l'Année Conjointe de la Durabilité France-Singapour, une initiative d'un an promouvant la coopération bilatérale sur le développement durable. Ils ont également annoncé le renforcement des liens vers un Partenariat Stratégique Global d'ici 2025, marquant les 60 ans des relations diplomatiques. La visite a aussi permis l'inauguration du nouveau bureau parisien du fonds souverain Temasek, en présence de ministres des deux pays. **La capitale française est le troisième bureau européen de Temasek** après Londres et Bruxelles, et son treizième en tout, dont sept hors d'Asie.

+ d'info : [DG Trésor](#) - [Les Echos](#) | 10/04

#Diplomatie #Taiwan #Chine

LES ÉTATS-UNIS APPORTENT UNE AIDE MILITAIRE DE 8 MILLIARDS À L'INDO-PACIFIQUE

Le Sénat américain a approuvé mardi 23 avril, **une aide militaire de 95 milliards de dollars pour l'Ukraine, Israël et l'Indo-Pacifique**. Ainsi, 8 milliards sont destinés pour la région et particulièrement l'île de Taïwan, que la Chine revendique comme faisant partie de son territoire. Selon la porte-parole Zhu Fenglian, Vice-directeur de l'information du Bureau chinois des affaires taïwanaises, ces projets de loi « envoient un mauvais signal aux forces séparatistes pro-indépendance taïwanaise, ce à quoi nous nous opposons résolument ». Elle a ajouté : « Nous exhortons les États-Unis à tenir leurs engagements de ne pas soutenir l'indépendance de Taïwan et à cesser de l'armer de quelque manière que ce soit, par des actes concrets. »

+ d'info : [The Economic Times](#) - [CNN](#) - [NHK World Japan](#) | 23/04

#Environnement #Asie

L'ONU RECONNAÎT L'ASIE COMME LA RÉGION DU MONDE LA PLUS TOUCHÉE PAR LES CATASTROPHES LIÉES À LA MÉTÉO EN 2023

Alors que le sud de la Chine est frappé par de graves inondations depuis le 18 avril, l'ONU a reconnu mardi 23 avril 2024 l'Asie comme la région la plus touchée par les catastrophes météorologiques en 2023, avec un lourd bilan humain et économique dû principalement aux inondations et aux tempêtes. Un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) met en lumière une accélération alarmante des indicateurs clés des changements climatiques en Asie, comme la hausse des températures, le recul des glaciers et l'élévation du niveau des mers. **Se réchauffant deux fois plus vite que la moyenne mondiale, l'Asie a connu dans de nombreux pays son année la plus chaude en 2023, accompagnée d'événements extrêmes allant des sécheresses aux inondations.** Le Japon a subi son été le plus chaud jamais enregistré. Au total, 79 catastrophes météorologiques majeures ont frappé l'Asie l'année dernière, faisant plus de 2 000 morts.

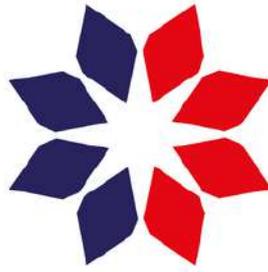
+ d'info : [TV5 Monde](#) - [France 24](#) - [WMO](#) | 23/04

#Politique #Inde

DÉBUT DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES EN INDE

Les élections législatives indiennes, qui débutent le 19 avril, visent à élire les 543 députés de la chambre basse du Parlement. Ce scrutin géant est étalé sur 6 semaines à travers les 28 États et territoires. **Près d'un milliard d'électeurs sont appelés aux urnes, mobilisant un immense dispositif logistique avec des millions de bureaux de vote, de machines à voter et d'agents électoraux.** Les députés élus de la chambre basse choisiront ensuite le Premier ministre. Le Premier ministre sortant Narendra Modi, qui a fait de l'Inde la 5e puissance économique sous ses premiers mandats, est le grand favori pour un troisième.

+ d'info : [France Info](#) - [Wikipédia](#) | 19/04



FONDATION FRANCE-ASIE

Fonds de préfiguration

La Fondation France Asie est une Fondation indépendante consacrée aux relations entre la France et les pays d'Asie.

Créée en 2023, la Fondation France-Asie promeut les échanges entre les sociétés civiles française et asiatiques. Elle encourage le dialogue et le développement de nouveaux partenariats entre la France et les pays d'Asie, au service de valeurs partagées d'amitié entre les peuples, d'humanisme, de co-développement et de paix.

Président

Arnaud Ventura

Directeur Général

Thomas Mulhaupt

Directeur de la Publication

Jean-Raphaël Peytregnet



15 rue de la Bûcherie
75005 Paris
France

contact@fondationfranceasie.org

www.fondationfranceasie.org

Devenir contributeur :

jean-raphael.peytregnet@fondationfranceasie.org

La présente publication exprime les points de vue et opinions des auteurs individuels et ne représente pas forcément les positions officielles ou les opinions de la Fondation France-Asie, ni de ses entités affiliées, partenaires, fondateurs ou membres. En notre qualité de plateforme dédiée au partage d'informations et d'idées, notre objectif est de mettre en avant une pluralité de perspectives. Ainsi, il convient de ne pas interpréter les opinions exprimées ici comme étant celles de la Fondation France-Asie ou de ses affiliés.